



POUR UNE TRANSFORMATION GLOBALE, LES SOLUTIONS SERONT LOCALES

Élaborons les politiques publiques en partant du territoire.

La crise sanitaire a révélé la capacité des acteurs publics et privés locaux à imaginer rapidement des solutions, en dépassant les modalités d'action traditionnelles et le strict respect des prérogatives de chacun : depuis mars 2020, nécessité a fait loi.

Ce que la crise nous a appris, c'est que **face à des problèmes urgents et dont les solutions n'existent pas sur étagère, il faut savoir se concentrer sur l'opérationnel.**

Pour faire face aux crises sanitaire, climatique, économique et sociale, mais aussi à la crise de confiance dans l'action publique, il faudra sans doute reproduire ce schéma : l'essentiel, c'est d'arriver au résultat en produisant des solutions les plus adaptées à chaque situation locale, en mobilisant les acteurs les plus à même d'y répondre.

Faire simple et pratique pour le citoyen, alors même que les questions à résoudre sont complexes, nécessite **un travail de coordination entre acteurs**, publics et privés, mais également **un état d'esprit basé sur la confiance** qu'il s'agit d'installer sur la durée.

C'est la raison pour laquelle les élus de France urbaine ont souhaité travailler selon une méthode renouvelée : plutôt que d'engager un énième débat sur la question de la répartition des compétences, ils ont fait le choix de partir des usages, des attentes et des aspirations des citoyens et la manière dont Etat et territoires, dans un contexte de transitions écologique, économique et sociale, devaient s'organiser pour y répondre de manière efficace. Ce sont les usages qui doivent guider l'organisation institutionnelle, et non l'inverse.

A ce titre, et fort de l'expérience accumulée pendant la crise sanitaire, le bloc urbain appelle à une transformation du mode de fabrication des politiques publiques, incarné par de nouvelles méthodes de travail.

Les crises rappellent l'importance des villes

L'importance des villes est apparue considérable, non pas en vertu de qualités dont elles disposeraient par essence, mais parce qu'elles sont confrontées, par leur densité, à plus d'occurrences des problématiques liées aux crises (habitat collectif, jeunesse, lutte contre le réchauffement climatique, densité de population, dispositifs d'association des citoyens, etc.) que les autres territoires moins denses. Et par là même, doivent inventer plus de solutions susceptibles d'inspirer leurs pairs.

J'aime la ville, je suis à proximité de tout, c'est top ! Les enfants sont autonomes. Il y a plein de choses à faire, à construire et on sent bien aujourd'hui que ça bouge plus que jamais.



Pour nous Grandville, c'est notre lieu de sortie Enfin surtout quand on n'avait pas la petite ! Mais on préfère vivre au calme, chez nous. Il y a du travail dans le coin, on est bien !



Aujourd'hui, les villes n'imaginent pas se construire sans les territoires voisins

A l'heure du circuit court, cela semble évident ! La prise de conscience de l'interdépendance et de l'intérêt à agir en commun a fondé l'idée d'alliance des territoires que France urbaine défend depuis de nombreuses années : logement, alimentation, ressources, économie, mobilités, les chantiers communs sont nombreux et urgents.

Fortes de ce constat, elles construisent des coalitions territoriales pour répondre aux besoins des habitants

Chacun des adhérents de France urbaine a instauré ou travaille à installer des coalitions entre intercommunalités, département et/ou région pour résoudre des problématiques locales : l'enjeu est le service rendu aux usagers, charge aux acteurs locaux d'imaginer des solutions ingénieuses, les plus adaptées possibles, et réalisées aux meilleurs coûts !



Après 6 ans dans le centre ville, on a eu envie d'espace. Mais ça n'est pas exclu qu'on y retourne. On a un projet d'habitat partagé avec 3 autres familles et comme ça l'une de nous deux au moins pourrait aller bosser en vélo.

Tout le monde est concerné par la ville

Nous sommes tous utilisateurs de la ville : 30 millions de personnes y vivent mais encore plus y travaillent et extrêmement nombreux sont ceux qui y ont étudiés, qui y bénéficient de services spécialisés, y font des achats, des démarches... La ville est le carrefour, le lieu de croisement et d'échanges qui permettent à la société entière de se confronter et d'imaginer des solutions. Pour les populations des villes, comme pour leurs usagers qui n'y habitent pas.



Je ne connaissais pas Grandville mais je m'y suis vite fait. J'ai un petit studio que je paie avec un boulot à mi-temps. C'est pas le grand luxe mais j'ai mon indépendance !

À RETENIR

Il existe des conditions à la réussite de cette nouvelle fabrique de l'action publique :

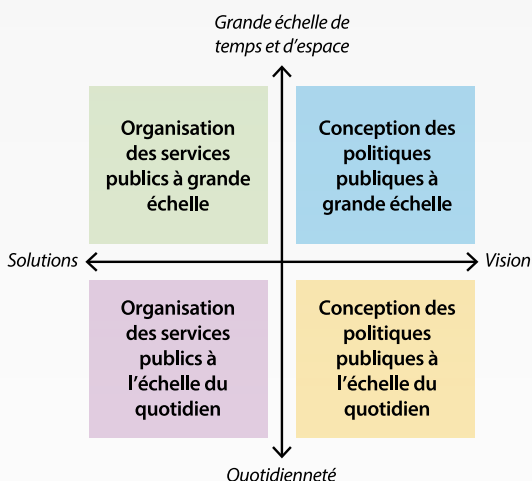
- En sortant de la course à la rationalisation des compétences des collectivités, France urbaine propose une nouvelle ambition : celle du pragmatisme. Qui impose que la simplification administrative s'incarne avant tout dans le service rendu à l'utilisateur.
- Pour rendre possible ce pragmatisme, il est indispensable d'augmenter la possibilité de réaliser des expérimentations locales, en intégrant des différenciations entre territoires, et de donner un cadre budgétaire et fiscal clair favorisant l'autonomie et organisant une péréquation co-construite avec les acteurs locaux.
- Mais surtout, c'est une nouvelle façon de penser les relations Etat-collectivités qui doit voir le jour, tirant des enseignements de la crise sanitaire : le dialogue et la recherche de solution en commun a été efficace et rendu service aux français, les décisions descendantes et sans dialogue préalable ont créé des crispations non sans conséquences sur la qualité du service rendu. Manifestement le choix du dialogue et de la confiance mutuelle produit plus de résultats !

REPOSONS LES BASES DE LA COOPÉRATION ÉTAT-COLLECTIVITÉS

La prise de conscience de l'interdépendance entre acteurs locaux et de l'intérêt à agir ensemble progressent à grand pas à travers le pays. L'interterritorialité est une réalité.

Pour faire de cette pratique établie une méthode quotidienne de travail, il serait nécessaire de l'outiller à travers une nouvelle «fabrique des territoires», cadre informel d'animation et de facilitation. L'État, garant des valeurs républicaines, en apparaît comme le support naturel. Ingénierie de projet, résolution des conflits, autant de compétences que l'État peut porter dans une posture bienveillante.

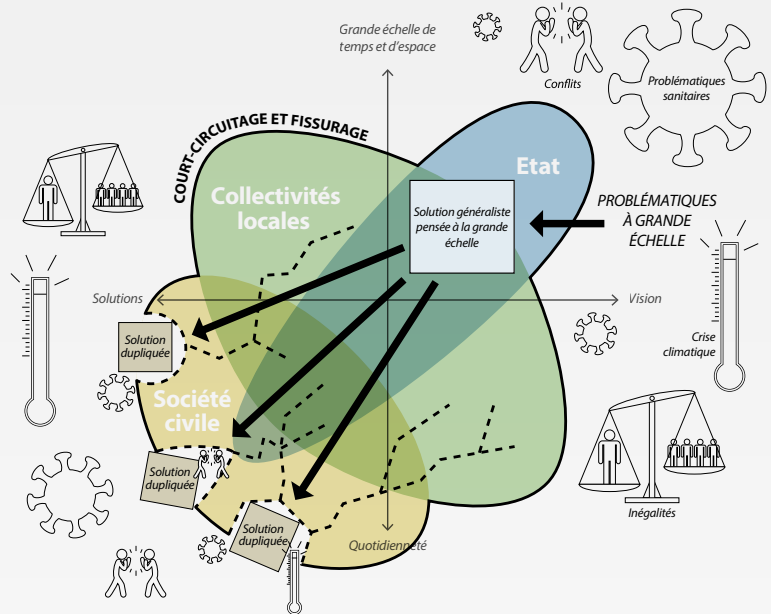
Bien entendu, ce cadre conviendrait parfaitement pour les projets dont l'État est partie prenante, notamment lorsqu'il entend investir dans des services publics à l'échelle du quotidien des français, où le concours des collectivités dans la phase opérationnelle.



↑ La fabrication des politiques publiques demande de savoir changer d'échelle et de passer de la théorie à la pratique. Etat comme collectivités ont un rôle à y jouer.

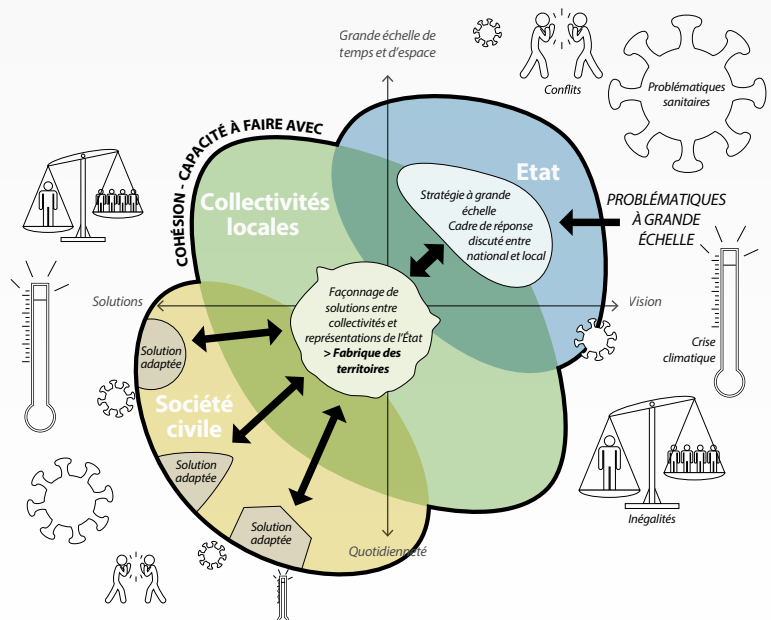
Aujourd'hui : une grande verticalité dans la répartition des rôles et de grandes fragilités

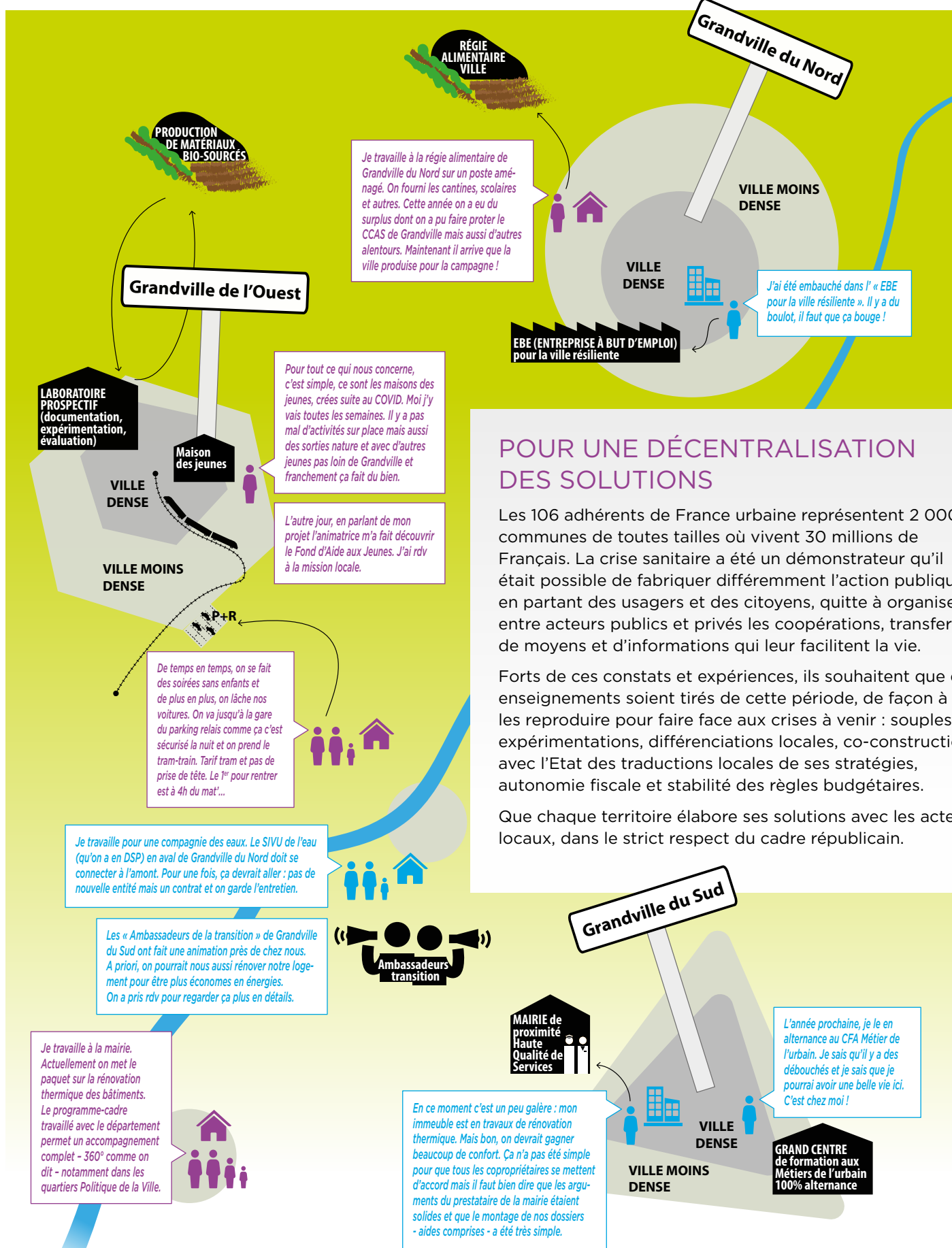
Dans la situation actuelle, l'État produit lui-même des services à destination des citoyens avec des solutions globales, qui sont plus ou moins adaptées aux réalités locales : situations de départ, usages, ressources, dispositifs existants... Avec le risque d'essayer de «faire rentrer des carrés dans des triangles». Mais la ville durable, dense et désirable que chacun appelle de ses vœux pour réussir la transition énergétique, ce ne sera certainement pas la ville où on plaque des solutions toutes faites...



Demain (?) : une fabrication collective pour des politiques publiques cousues-main

Il existe une solution à portée de main pour transformer une stratégie globale en autant de solutions localement adaptées : les co-construire avec les acteurs locaux. Dès la conception, mais aussi dans la réalisation. Dès lors qu'une politique publique s'applique sur des territoires différents, elle nécessite d'être façonnée pour s'adapter aux réalités locales. Autant intégrer cette donnée dès le départ.





POUR UNE DÉCENTRALISATION DES SOLUTIONS

Les 106 adhérents de France urbaine représentent 2 000 communes de toutes tailles où vivent 30 millions de Français. La crise sanitaire a été un démonstrateur qu'il était possible de fabriquer différemment l'action publique : en partant des usagers et des citoyens, quitte à organiser entre acteurs publics et privés les coopérations, transferts de moyens et d'informations qui leur facilitent la vie.

Forts de ces constats et expériences, ils souhaitent que des enseignements soient tirés de cette période, de façon à les reproduire pour faire face aux crises à venir : souplesse, expérimentations, différenciations locales, co-construction avec l'Etat des traductions locales de ses stratégies, autonomie fiscale et stabilité des règles budgétaires.

Que chaque territoire élabore ses solutions avec les acteurs locaux, dans le strict respect du cadre républicain.